Canada fait siens ces objectifs. Nous continuerons à travailler au renforcement des politiques de croissance par le biais du F.M.I. et de la Banque mondiale. Nous nous sommes déjà engagés à traiter des problèmes commerciaux dans une nouvelle négociation au GATT. Nous sommes disposés à explorer, au sein de la CNUCED et au niveau des programmes de la Banque mondiale pour l'ajustement structurel, des solutions possibles aux problèmes que rencontrent les producteurs de matières premières.

L'allègement de la dette, l'appui aux réformes entreprises en Afrique, l'appui financier aux programmes identifiés comme prioritaires, l'élaboration de mécanismes de suivi tant au niveau national qu'international sont autant d'éléments majeurs qui viennent expliciter les propositions faites par l'OUA: le Canada voit, là aussi, des éléments importants de solution.

Mais comprendre la nature des problèmes, ce n'est pas encore les régler. Il faut passer à l'action et cela, de façon concertée. Il faut prendre des mesures concrètes.

Je vous ai parlé plus tôt de la vive inquiétude des Canadiens et des Canadiennes à l'égard de la situation en Afrique. Mon gouvernement s'est donc senti totalement appuyé par notre population en annonçant le 6 mai dernier le lancement d'une initiative que nous avons appelée Afrique 2000.

Il s'agit de l'engagement à long terme que le Canada estime nécessaire de prendre à l'égard du développement du continent africain.

Une somme de 150 millions de dollars des fonds actuels de l'Agence canadienne de développement international a été dégagée pour être entièrement consacrée à cette opération au cours des cinq prochaines années. Elle vient s'ajouter aux crédits déjà impressionnants que nous avons prévus d'affecter à notre programme d'aide et de coopération sur ce continent. Pour la seule année 1986-1987, elle portera à plus de 900 millions de dollars les transferts d'argent, de biens et de services, que le Canada effectuera en faveur de l'Afrique.

J'avais annoncé alors à la Chambre des communes du Canada qu'il ne s'agissait que d'une première tranche de ce plan d'action. Il m'est agréable aujourd'hui de faire état de deux mesures additionnelles que le Canada entend prendre immédiatement.